



Contrepoints
le nivellement par le haut

Indépendance et libéralisme: entretien avec le philosophe Carlo Lottieri

Publié le 9 juillet 2014 dans [Philosophie](#), [Politique](#)

L'Italie est animée de profondes volontés indépendantistes. Le philosophe italien Carlo Lottieri aborde particulièrement le cas de la Sardaigne.

Par Adriano Bomboi, depuis la Sardaigne, Italie ([SaNazione.eu](#))

Carlo Lottieri, né en 1960, est un des philosophes libéraux majeurs de l'Italie. Il a notamment étudié à Gênes, Paris et Genève. Professeur de droit public à l'université de Sienne mais aussi de philosophie du droit et de philosophie des sciences sociales en Suisse. Il est l'auteur de nombreuses publications, parmi lesquelles *La pensée libérale contemporaine* (Liberilibri, 2001), *Croire en l'État* (Rubbetino, 2011) et *Libéraux et non libéraux. Les chemins de l'histoire de la pensée politique* (La Scuola, 2013). En 2003, il a fait partie des membres fondateurs de l'[Institut Bruno Leoni](#), et en plus de tenir une chronique en ligne pour le quotidien *Il Giornale*, il se bat aux côtés de l'association [Dirrito di voto](#) en faveur des principes de liberté qui animent tous les mouvements indépendantistes démocratiques.

Partons d'un état de fait : par nature, la souveraineté est incompatible avec la liberté. Dans ce cas, pourquoi nous, libéraux et libertariens, devrions-nous soutenir l'indépendance de la Sardaigne ou de la Vénétie ? Pour substituer un État à un autre ? Expliquez-nous ce qui anime votre passion politique.

La notion de souveraineté qui est au cœur de l'État moderne se base sur l'idée que quelqu'un, qui peut être un souverain individuel (un roi) ou collectif (un parlement), est en mesure de disposer de l'intégralité de la société. C'est dans ce sens que la souveraineté et la liberté se situent aux antipodes l'une de l'autre. Il convient toutefois de rappeler qu'aucun pouvoir n'est omnipotent et absolu car il doit tenir compte du contexte dans lequel il intervient. Dans cette perspective, les États de plus petites dimensions ont des postures plus dynamiques et favorables à la liberté. En premier lieu, ils offrent davantage de transparence. En second lieu, il est plus difficile d'y vivre en parasite. En troisième lieu, et ce point est crucial, chaque organisation est contrainte d'être en concurrence avec les autres.

Ensuite, il faut prendre en compte que les processus séparatistes minent un des piliers du pouvoir d'État que le nationalisme du 19e siècle a renforcé : l'idée d'unité territoriale qui ne devrait pas être

remise en question parce qu'elle constituerait une unité organique de territoire et de population. Nous sommes des hommes libres. Nous discutons de tout.

Vous avez publié en 2008 avec Piercamillo Falasca l'ouvrage *Comment le fédéralisme fiscal peut-il sauver le Mezzogiorno ?* Cette idée a-t-elle avancé ? Est-il encore possible de sauver les régions défavorisées par la redistribution ou faut-il passer outre ? En Sardaigne, le débat est ouvert. Malgré des préoccupants phénomènes d'assistanat, l'État n'a pas complètement reversé les recettes fiscales acquises par notre région autonome (la Sardaigne, avec quatre autres régions italiennes, possède un statut particulier, avec une autonomie élargie, NDT), alors que nous accueillons 65% des bases militaires italiennes, avec tous les dommages économiques et environnementaux qu'on peut imaginer.

Cet ouvrage avance plusieurs thèses. La principale est peut-être qu'aucune aide publique n'est en mesure de constituer la base d'une croissance sur des bases solides. Autrement dit, l'assistanat pénalise les régions qui donnent davantage qu'elles ne reçoivent mais aussi celles qui devraient, en théorie, être aidées. La redistribution du nord vers le sud, commencée au lendemain de la seconde guerre mondiale, a pénalisé autant les deux parties. Nous insistons beaucoup sur l'idée que la concurrence est cruciale, tant dans le marché, où les entreprises rivalisent afin de satisfaire le consommateur, que dans la sphère politique. Lorsque, pour changer de régime fiscal et réglementaire, il suffit de se déplacer de quelques kilomètres, il est clair que les gouvernements sont incités à imposer moins de taxes et offrir de meilleurs services, afin tout simplement d'attirer davantage d'entreprises et de capital. Une Italie plus variée serait mieux à même d'affronter une bonne partie de ses problèmes, à commencer par le désastre du sud du pays.

De surcroît, au sein des systèmes très centralisés, nombreux sont ceux qui affirment, et à raison, être pénalisés de plusieurs manières, comme nous l'avons confirmé par nos propos sur l'autonomie régionale de la Sardaigne. Et d'autre part, aucun argent ne peut compenser la perte de la liberté de gouvernement.

Certains l'ignorent probablement mais nous avons eu en Sardaigne l'un des premiers défenseurs des libertés de l'histoire contemporaine, en la personne de l'autonomiste Attilio Deffenu (1890-1918). L'extraordinaire pertinence de ses écrits se révèle lorsqu'il dénonce la classe politique sarde, jugée coupable d'avoir trompé les citoyens avec le mythe de l'omnipotence étatique. En d'autres termes, elle leur a fait croire que le gouvernement central était la solution à toute la misère de l'époque. Mais aujourd'hui, comment se distinguent les libéraux et les non libéraux ?

Dans mon dernier ouvrage, *Libéraux et non libéraux*, j'oppose des auteurs qui sont vraiment libéraux, à mon sens, et d'autres qui, toujours à mon sens, ne le sont pas vraiment. À la lecture, je pense que vous comprendrez très bien comment, pour moi, le libéralisme est la philosophie politique qui s'engage à éliminer, ou tout du moins réduire, la contrainte, à protéger la personne et donc valoriser la propriété privée au plus haut point. Dans ce sens, un auteur n'est pas libéral s'il n'est pas conscient que l'État constitue aujourd'hui la plus grande menace pour les libertés individuelles et qu'une forte résistance face à ses revendications peut, en quelque sorte, garantir un espace d'action pour la société civile.

Des hommes comme Ludwig von Mises, Murray Rothbard et, plus récemment, Hans-Hermann Hoppe, ont compris que la centralisation de l'État constitue une menace pour les droits des minorités linguistiques. C'est un thème cher à certains séparatistes sardes. Dans quelle mesure le penseur libéral peut-il contribuer à cette nouvelle vision européenne ?

Les identités, y compris linguistiques, ne sont pas quelque chose d'isolé des contextes institutionnels : lorsque nous assistons à leur disparition, il faut comprendre que dans de trop nombreux cas, cela se produit à la suite du triomphe d'un pouvoir d'État qui n'accepte pas la diversité. Le provençal était l'une des langues les plus importantes en Europe, avec une littérature formidable, mais le pouvoir parisien a « normalisé » et « francisé » les gens qui l'utilisaient. La

pensée libérale souligne que dans une société libre, chacun gère sa vie, développe ses activités, écrit et parle, et entreprend sans une structure susceptible de recourir à la force, comme le fait aujourd'hui l'État pour limiter l'autonomie individuelle. La bataille pour la langue, comme pour la protection d'autres caractéristiques, est et doit être un combat pour la liberté de tous et contre la coercition étatique, les impôts et les dépenses publiques.

Comment voyez-vous l'indépendantisme des peuples du nord de l'Italie ? Estimez-vous que la Lombardie, dans un avenir pas très lointain, a des chances de rejoindre la grande famille indépendantiste ?

Je crois que dans le nord de l'Italie, il existe des situations particulières et très chaudes : celles du sud du Tyrol, de Trieste et de la Vénétie. Toutes les trois sont très intéressantes et très différentes, et expriment une volonté d'indépendance fondée sur la langue et la culture, essentiellement avec des arguments historiques et juridiques, et soulignent la nécessité d'échapper à la « rapine territoriale. » Cette dernière question est particulièrement importante dans la région de la Vénétie, qui à mon avis peut vraiment être « l'anneau qui ne tient pas », le lieu où l'unité italienne peut commencer à se dissoudre, dans l'intérêt de tous. En ce sens, je crois que tous les vrais libéraux, les libertariens et les indépendantistes doivent faire tout leur possible pour soutenir la lutte des Vénitiens, qui ces derniers jours ont vu le Conseil régional approuver une loi portant création d'un référendum consultatif sur l'indépendance.

Le cas de la Lombardie est différent. Toutes les données disent qu'aucune région dans le monde n'est aussi défavorisée par le gouvernement central, si l'on considère que chaque famille – en raison du différentiel fiscal – perd chaque année plus de 20 000 euros (la différence entre ce que l'État paie et ce qu'il reçoit sous forme de taxes locales et nationales). Mais tout cela ne s'est jamais traduit en initiative politique ou culturelle, en révolte. En revanche, d'une part la Ligue (du Nord, NDT) a discrédité les thèses défavorables au centralisme romain et, d'un autre côté, a poursuivi une politique parfaitement en ligne avec la logique nationale. Ces derniers temps, cependant, un renversement est en train de s'opérer : des partis authentiquement indépendantistes font leur apparition, de même que des associations, des groupes de bénévoles, des synergies d'initiatives. Il est possible que dans le sillage de la Catalogne, la Lombardie et la Vénétie commencent aussi à demander le droit de décider de leur indépendance.

[Sur le web](#). Traduction depuis l'italien par [Victoria Melville](#) pour *Contrepoints*.